



**Conférence des Nations Unies  
sur le commerce  
et le développement**

Distr. limitée  
21 septembre 2011  
Français  
Original: anglais

---

**Conseil du commerce et du développement**

**Cinquante-huitième session**

Genève, 12-23 septembre 2011

**Projet de rapport du Conseil du commerce et du  
développement sur sa cinquante-huitième session**

Tenue au Palais des Nations, à Genève, du 12 au 23 septembre 2011

**Table des matières**

	<i>Page</i>
Résumé du Président.....	2
Les stratégies du développement dans un monde interdépendant: un nouveau rôle pour les gouvernements et la politique budgétaire.....	2

## Résumé du Président

### **Les stratégies de développement dans un monde interdépendant: un nouveau rôle pour les gouvernements et la politique budgétaire**

(Point 8 de l'ordre du jour)

1. Les débats en séances formelles et informelles se sont concentrés sur le nouveau rôle imparti à la politique publique et budgétaire depuis qu'il était apparu évident que la seule politique monétaire ne pouvait créer les conditions permettant aux économies de surmonter les effets de la crise et de s'engager dans une trajectoire de croissance plus équitable et durable. Les représentants sont convenus qu'il était nécessaire d'agir avec détermination, reconnaissant qu'on ne pouvait pas «continuer de faire comme par le passé». Dans tous les cas et quel que fût le scénario, l'État devait jouer un rôle de premier plan, rôle constituant le fondement de la coopération multilatérale, parallèlement à sa responsabilité dans l'élaboration des politiques nationales et la mise en place d'institutions fonctionnelles et efficaces. Il fallait en outre veiller à ce qu'il ait la capacité – matérielle et humaine – d'édicter une législation appropriée.

2. L'économie mondiale était entrée dans une zone de danger, avec le risque d'une rechute, comme en témoignait la forte instabilité des marchés. La reprise initiale avait été alimentée par des politiques budgétaires expansionnistes qui avaient depuis cessé ou auxquelles il était progressivement mis un terme dans de nombreux pays. À la question d'un représentant: «Sommes-nous dans une situation d'après-crise?» – les intervenants ont répondu que, même si l'économie mondiale n'était plus techniquement en récession, la crise n'était pas terminée et de nombreuses questions systémiques fondamentales devaient encore être réglées. L'économie des pays développés avait commencé de stagner en raison de la diminution progressive des mesures d'incitation budgétaire et de l'inefficacité des mesures de politique monétaire, tandis que celle de quelques pays en développement résistait; ces pays n'affichaient qu'un simple ralentissement de leurs taux de croissance, mais ils n'étaient cependant pas en mesure de tirer le reste de l'économie mondiale hors de la crise en raison de leur poids encore relativement faible dans l'économie mondiale.

3. Un intervenant a fait observer que, en dépit du succès relatif des politiques budgétaires mises en œuvre au début de la crise, les pays avaient eu du mal à accepter les nouveaux paradigmes impliqués par ces politiques. Ils restaient apparemment plus à l'aise avec des conceptions fortement ancrées dans la culture d'institutions traditionnelles, même si les résultats n'étaient pas au rendez-vous. Mais les instruments permettant de faire face à la crise s'épuisaient rapidement et il était extrêmement risqué de s'en tenir aveuglément à des mesures classiques de rééquilibrage budgétaire. D'autres orateurs sont convenus que des mesures d'austérité ne contribueraient pas à la relance à court terme nécessaire pour remédier au fléchissement de la demande et favoriser la croissance – des investissements, des salaires et de l'économie; cela ne réglerait pas non plus le problème de la dette. Dans le même ordre d'idées, la crise avait montré les limites de la financiarisation en tant que moteur de la croissance mondiale. Cela était dangereux pour l'économie mondiale, et aucun pays ne pouvait entièrement échapper aux conséquences négatives de la crise.

4. Au cours des discussions informelles, des représentants se sont demandé dans quelle mesure les pays développés conservaient une marge d'action suffisante pour mettre en œuvre les mesures de relance nécessaires. On a fait valoir que, à l'exception de quelques cas extrêmes, la plupart des pays développés disposaient toujours d'une telle marge d'action, en partie parce que les très faibles taux d'intérêt dont les gouvernements bénéficiaient encore signifiaient que les coûts d'emprunt restaient bas et qu'il n'y avait pas

de risque de voir les financements se tarir tant que le secteur privé ne prendrait pas la main (d'un autre côté, des intervenants ont fait observer que quelques pays à revenu faible ou moyen connaissaient des problèmes persistants d'endettement extérieur, ce qui semblait montrer les limites des mécanismes existants pour traiter les problèmes d'endettement).

5. Les divers intervenants sont convenus que l'accent devait principalement être mis sur une croissance économique globale plutôt que sur la réduction des déficits budgétaires, si l'objectif était d'assainir les finances publiques. Sans croissance économique, il serait difficile de diminuer les ratios dette publique-PIB, en raison des effets négatifs des mesures d'austérité sur la croissance économique, et aussi parce que l'assainissement des finances publiques devait être non pas un moyen, mais une fin. D'où l'opinion générale qu'il était absolument nécessaire de promouvoir des politiques budgétaires de croissance.

6. À cet égard, il a été souligné que les multiplicateurs budgétaires variaient selon le type d'intervention publique, et que: a) les dépenses publiques avaient généralement des incidences plus marquées que les réductions fiscales; b) certaines catégories de dépenses publiques avaient de plus fortes incidences sur la croissance que d'autres; et c) les réductions fiscales accordées aux pauvres contribuaient davantage à stimuler la demande que les réductions fiscales appliquées aux riches. Ce thème a également été débattu en séance formelle, où a été évoquée l'expérience de l'Asie au cours de la récente crise; cette expérience illustre les bienfaits d'une approche de «financement fonctionnel» de la politique budgétaire, reconnaissant les effets multiplicateurs différents des dépenses et de la fiscalité plutôt que de se concentrer sur le seul équilibre budgétaire. Cela avait permis à l'Asie de stimuler la demande intérieure et de contribuer à la reprise mondiale.

7. Le Conseil a évoqué la nécessité de poursuivre la réforme du secteur financier. L'instabilité des taux de change freinait les efforts de reprise de certains pays développés et pays en développement. Il fallait aussi, plus généralement, réformer l'architecture économique internationale. Les représentants ont demandé à la CNUCED de poursuivre les débats et les analyses sur les conséquences d'une telle réforme pour le commerce et le développement. Plusieurs intervenants ont déclaré que l'ONU et la CNUCED étaient les organismes internationaux les plus légitimes pour débattre de ces questions.

---